

Inde : Narendra Modi, le suprémaciste hindou devenu très fréquentable

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM AVEC AFP

4 juin 2024



968 millions d'électeurs appelés aux urnes. 543 députés à élire. 642 millions de votes exprimés, soit un taux de participation de 66,3 % en légère baisse par rapport à 2019 où il était de 67,4 %. Narendra Modi sort vainqueur des élections générales en Inde.

Le pays au 1,417 milliard d'habitants devrait devenir la 3^e puissance économique mondiale d'ici 2026. Selon les chiffres du FMI, l'Inde serait en 2023 la 5^e puissance économique mondiale derrière les États-Unis, la Chine, l'Allemagne, le Japon, et devant le Royaume-Uni, la France, le Brésil, le Canada, la Russie.

Longtemps ostracisé par certains pays occidentaux pour son nationalisme hindou décomplexé, le Premier ministre indien Narendra Modi, qui a revendiqué sa troisième victoire électorale, est devenu un acteur incontournable sur la scène internationale.

Narendra Modi affiche un signe de victoire (photo ci-dessus) au siège du parti Bharatiya Janata (BJP) à New Delhi ce mardi 4 juin pour célébrer la victoire de son parti et ses alliés aux élections parlementaires du pays.

Les électeurs indiens ont fait confiance à la coalition au pouvoir « pour la troisième fois consécutive », a écrit M. Modi sur le réseau social X. « Nous poursuivrons le bon travail accompli au cours de la dernière décennie pour continuer à répondre aux aspirations du peuple ».

Le Congrès, principal parti d'opposition, réalise un score meilleur que celui calculé par les sondages. « *Le BJP a échoué à obtenir une large majorité à lui seul* », a déclaré à la presse Rajeev Shukla, député du Congrès. « *C'est une défaite morale pour eux.* »

Dénonçant un recul démocratique, l'opposition et les défenseurs des droits humains ont accusé M. Modi de favoriser les hindous, majoritaires dans le pays, au détriment d'importantes minorités inquiètes pour leur avenir, dont 210 millions d'Indiens musulmans.

Le président russe Vladimir Poutine vante le « partenariat privilégié » entre leurs deux pays, son homologue américain Joe Biden évoque des « valeurs communes » et l'a convié à s'exprimer devant le Congrès à Washington et Emmanuel Macron n'est pas en reste.

Le chef d'État français l'a ainsi convié en tant qu'invité d'honneur au défilé militaire du 14-Juillet à Paris l'an dernier, lui remettant la plus haute distinction nationale pour « l'excellente relation d'amitié et de confiance

qui unit la France et l'Inde ».

Le Premier ministre indien, âgé de 73 ans, lui a rendu la politesse en le recevant avec faste pour la fête de la Constitution en janvier, quatre mois après avoir accueilli le gotha mondial à l'occasion du G20 de New Delhi.

Un parcours aux allures de revanche pour ce fils de vendeur de thé, qui avait été déclaré persona non grata aux États-Unis et au Royaume-Uni après des émeutes interreligieuses sanglantes en 2002 au Gujarat, un État dont il était alors le ministre en chef.

Arrivé au pouvoir avec son parti BJP en 2014, ce tribun à la barbe blanche soigneusement taillée n'a pourtant pas dérivé de sa ligne suprémaciste hindoue, la religion majoritaire dans son pays, au détriment notamment de la minorité musulmane.

Mais sa « nouvelle Inde » à l'économie modernisée et numérique est vue comme un contrepoids à la Chine et connaît la croissance la plus soutenue des grandes économies, dépassant l'ancienne puissance coloniale britannique et devenant un client de choix pour les exportations d'armes, de pétrole et d'avions.

Humbles origines

Né le 17 septembre 1950 dans le Gujarat, à 900 km au sud-ouest de New Delhi, Narendra Modi est le troisième des six enfants d'un vendeur de thé à la gare de sa localité, Vadnagar.

Des origines modestes dont cet homme charismatique joue toujours volontiers, se posant en champion des « petites gens » et privilégiant l'hindi dans ses allocutions officielles, là où ses prédécesseurs préféraient

l'anglais.

« Oui, une personne d'origine modeste est devenue Premier ministre », s'était-il félicité dans un discours en 2019, affirmant que ses opposants le « détestent à cause de (ses) humbles origines ».

Membre très jeune du mouvement nationaliste Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), Narendra Modi se fait rapidement remarquer pour ses qualités d'orateur et son ambition.

Il monte en grade au sein de cette organisation de masse aux méthodes paramilitaires, rejoignant son aile politique, le BJP, jusqu'à devenir le chef de l'exécutif du Gujarat en 2001.

L'année suivante, des émeutes intercommunautaires éclatent dans cet État après la mort de dizaines de pèlerins hindous dans un incendie. On recense au moins 1 000 morts, en majorité des musulmans. M. Modi est accusé d'avoir attisé les troubles et de ne pas avoir mobilisé les forces de l'ordre pour y mettre fin.

Visé par une enquête et finalement disculpé, le responsable politique, entre-temps mis au ban par Washington et Londres, devait déclarer à la BBC par la suite que sa seule erreur avait été de ne pas avoir su « gérer les médias ».

Puissance majeure

Son gouvernement est depuis régulièrement accusé par les défenseurs des droits et l'opposition d'instrumentaliser la justice et d'intimider les médias à des fins politiques.

À l'approche du scrutin, M. Modi a promis de faire de l'Inde une des « *trois principales économies du monde* » d'ici à 2027 et de « *lancer un assaut final et décisif contre la pauvreté* ».

Autre cheval de bataille : l'adoption d'un Code civil unique, visant à uniformiser les lois sur des sujets comme le mariage, le divorce et l'héritage pour les diverses religions et croyances.

Présenté comme un gage de modernité et d'égalité des sexes, ce projet est perçu par de nombreuses communautés, en particulier les quelque 210 millions de musulmans, comme une attaque contre leurs règles religieuses et leur identité.

Narendra Modi juge que sa politique permet à l'Inde d'enfin assumer pleinement son statut de puissance majeure, après des siècles d'asservissement aux moghols musulmans puis à l'empire britannique.

En janvier, il avait inauguré un temple hindou à Ayodhya (nord), bâti à l'emplacement de la mosquée de Babri détruite par des fanatiques hindous en 1992, symbole selon lui d'un pays « brisant les chaînes de l'esclavage ».